

Bertrand du MARAIS

Publications:

Ouvrage

- *"Droit public de la régulation économique"*,
Paris, Ed. Presses de Sciences-Po - Dalloz, janvier 2004, 612 p.
Prix Charles Dupin 2004 de l'Académie des sciences morales et politiques.

Directions d'ouvrages collectifs

- « États-Unis : l'administration publique en crises? », numéro spécial, *Revue française d'administration publique*, 2019/2, n°170, p. 313-461 ;
<https://www.cairn.info/revue-francaise-d-administration-publique-2019-2.htm>
- *Legal Certainty in Real Estate Transactions: A Comparison of England and France*, (avec David Marrani), Cambridge, Intersentia Ius commune europaeum, 2016, 134 p.
- *Dictionnaire des régulations*, Paris, Lexis Nexis, décembre 2015, 664 p. avec près de soixante contributeurs et sous la direction de M. Bazex, G. Eckert, R. Lanneau, C. Le Berre, B. du Marais et A. Sée.
- *30 ans de dématérialisation des titres en France*, Banque et Droit Hors série, juin 2015, sous la direction de Marcel Roncin, Michel Boutillier et Bertrand du Marais (Actes de la matinale AFTI – FIDES, 26 novembre 2014, Paris).
- *La conformité, accélérateur ou frein de la croissance ?* sous la direction de B. du Marais, *JCP-E, La Semaine Juridique – Entreprise et affaires*, 26 juillet 2012, n°30, p.21 à 54 (Actes du Colloque FIDES- Lyon Place Financière et Tertiaire, 2 décembre 2011, Lyon).
- *Diversité des systèmes juridiques et inspiration réciproque des juges*, sous la direction B. du Marais, Les Petites Affiches, numéro spécial, 4 juin 2008, n°112, 39 p.
- *Attractivité économique du droit : regards croisés franco-américains*, sous la direction de B. du Marais, Les Petites Affiches, numéro spécial, 13 décembre 2007, n°249
- *Agences de notation, immobilier, contrats publics : contributions sur l'attractivité économique du droit*, sous la direction de B. du Marais, Ed. La documentation française, septembre 2007, 256 p.
- *Réformes du droit des affaires et développement économique - Enseignements de la Chine, de l'Indonésie et de la Thaïlande* sous la direction de Judith Gibson et Bertrand du Marais, Ed. La Documentation française, Paris, 2007 ; 257p.
- *Des indicateurs pour mesurer le droit ? Les limites des rapports Doing business* sous la direction de Bertrand du Marais (avec D. Blanchet et A. Dorbec) Ed. La Documentation française, Paris, 2006, 158 p.
Chapitre en version anglaise disponible sur ssrn :
du Marais, Bertrand M, Methodological Limits of 'Doing Business' Reports, <http://ssrn.com/abstract=1408605>
- *Actes des journées d'étude à l'occasion du Bicentenaire du code civil* ; Volume II « Le Conseil d'État et le Code civil » (dir. B. du Marais et J-P Leclerc) (381 p.), Paris, Ed. Journaux Officiels, 2005.

- *L'Administration électronique au service des citoyens*, (dir. B. du Marais, G. Chatillon), Bruxelles, Bruylant, 2003, 486 p. **Traduit en anglais**
- *La Private Finance Initiative* (avec P. Cossalter), Note de l'Institut de la Gestion Délégée, Paris, mai 2001 **Traduit en Japonais**

Chapitres dans des ouvrages collectifs ou des actes de colloques

“Public property, economic efficiency and fair competition: a French and EU law paradoxical perspective”

(Droit public économique, économie du droit)

In E. Nordveit (dir.), *The Changing Role of Property Law - Rights, Values and Concepts*, Cheltenham, Edward Elgar, 2023, p. 281-294.

« Préface » de l’ouvrage

(Evaluation, droit public économique)

R Lanneau, *Pour une analyse économique du droit des interventions de l’Etat dans l’économie*, Paris, Société de Législation comparée et FIDES, 2021, p.7-9.

« Le renouveau de l’interventionnisme étatique ou petit glossaire raisonné de l’intervention publique dans la crise du coronavirus »

(Evaluation, droit public économique)

in Marc RINGLE (dir.) et Association Droit et Commerce, *Le droit des affaires, instrument de gestion et de sortie de crise : Les entreprises à l’épreuve de la pandémie*, Paris, LGDJ, 2021, p. 61-73.

« Le « Grand Évitement » et le droit administratif »

(Droit administratif, sciences administratives, économie du droit)

In J-B AUBY (dir.) *Le futur du droit administratif - the Future of administrative Law*, Paris, Lexis Nexis, 2019, p. 527-547

« Ubérisation générale ! La révolution juridique 2.0 est en cours »

(Droit de la régulation, droit et TIC)

In F. Champarnaud (dir.), *Rapport Moral sur l’argent dans le monde 2015-16*, Paris, Association d’économie financière, p. 37-50, 2016.

« *Compliance* et conformité »

(Droit de la régulation)

in *Dictionnaire des régulations*, Paris, Lexis Nexis, décembre 2015, 664 p. avec près de soixante contributeurs et sous la direction de M. Bazex, G. Eckert, R. Lanneau, C. Le Berre, B. du Marais et A. Sée.

« Constitution économique ou constitutionnalisation de l’économie ? »,

(Analyse économique du droit constitutionnel, droit constitutionnel)

Préface à *La constitution économique -Actes de la Journée d’études du CRDP et FIDES, En Hommage au Professeur Guy CARCASSONNE*, 30 octobre 2013 Université de Paris Ouest Nanterre La Défense, Dir. C. Mongouachon et F. Martucci, Paris, Editions La Mémoire du Droit, 2015, p. 3-18.

« L’analyse économique du droit en milieu civiliste : la porte étroite »

(Analyse des relations entre l’économie et le droit)

Préface à *Juriste sans frontières, Mélanges en l’honneur du Professeur Ejan Mackaay*, dir. S Rousseau, Montréal, Les éditions Thémis, 2015, p. IX à XIV,

« La dématérialisation des titres dans la compétition entre systèmes juridiques »
(Droit de la régulation, Droit et TIC),

In Marcel Roncin, Michel Boutilier et Bertrand du Marais (dir.), *30 ans de dématérialisation des titres en France*, Banque et Droit Hors série, juin 2015, sous la direction de (Actes de la matinale AFTI – FIDES, 26 novembre 2014, Paris), p. 6- 7.

« Normalisation comptable, attractivité économique et standardisation du droit »

(Droit de la régulation, analyse des relations entre l'économie et le droit)
In Y Muller et W. Nahum (dir.), *La normalisation comptable : actualité et enjeux*, Paris, Thomson Reuters, 2014, p. 12-19.

« Une nouvelle approche du financement des entreprises : le principe du partage des profits et pertes (4P) » (avec S. Ordody), p. 195-207
(Régulation et économie financière)

In A. Mérieux (dir.), *Rapport Moral sur l'argent dans le monde 2013*, Paris, Association d'économie financière, juin 2013

« Le Conseil d'État dans la mondialisation du droit – ou pourquoi le droit administratif français devrait s'intéresser davantage au Global Administrative Law »

(Droit administratif comparé)

In C. Bories, *Un droit administratif global ?*, Actes du Colloque organisé les 16 et 17 juin 2012 par le CEDIN et le CRDP, Paris, Pedone, 2012, p. 275-291.

« Les règles juridiques matérielles applicables aux autorités indépendantes »
(avec P. Houedanou)

(Droit de la régulation, droit administratif comparé)

In G. Marcou et J. Masing, *Le modèle des autorités de régulation indépendantes en France et en Allemagne*, Paris, Ed. Sté de Législation comparée, 2011, p. 213-252

„Die Reichweite zwingenden materiellen Rechts für die Arbeit unabhängiger Regulierungsbehörden“

(Droit de la régulation, droit administratif comparé)

In J. Masing und G. Marcou, *Unabhängige Regulierungsbehörden*, Mohr Siebeck, 2010, p.267-298.

« Avant propos » à l'ouvrage de L. Kornhauser, *L'Analyse économique du droit : Fondements juridiques de l'analyse économique du droit*

(Analyse des relations entre l'économie et le droit)

Paris, Michel Houdiard Editeur, 2010, p.7 à 13.

"Crise de la régulation ou « capture du régulateur » ?"

(Droit de la régulation, analyse économique des institutions)

in A. Mérieux (dir.), *Rapport Moral sur l'argent dans le monde 2009*, Paris, Association d'économie financière, juin 2009.

« Quand des juristes rencontrent des économistes... »
 (Analyse des relations entre l'économie et le droit)
 in *Droit et économie : interférences et interactions – Etudes en l'honneur de u Professeur Michel Bazex*, Paris, Litec, 2009, p. 109-128

« An analysis of the French ‘ Chamber of Commerce ‘ experience according to the New Institutional Economics. What can we learn for the relevance of the ‘economic chamber’ model ?”, avec P. Frouté
 (Analyse des relations entre l'économie et le droit)
 In H-J Trenz & R. Stober, *Jahrbuch Recht und Ökonomik des Dritten Sektors 2007/2008*, Baden-Baden, Nomos, 2008, p.39-54.

« Convergence entre Télécommunications et audiovisuel en France: de la concurrence des régulations à la coopétition des régulateurs »
 (Droit public économique)
 Publié **en coréen et français** *CelPU (Center for Law and Public Utilities) studies*, Fourth Volume, Seoul National University, South Korea, 2008

“The French administrative courts in the midst of conflicts between the general antitrust regulator and sector-specific regulator in telecommunications market”
 (Droit public économique)
 Publié **en coréen et en anglais** dans *CelPU (Center for Law and Public Utilities) studies*, First Volume, Seoul National University, South Korea, 2008

« Rating the Law: How financial rating agencies are assessing the legal risks of financial transactions”
 (analyse des relations entre droit et économie, régulation des marchés financiers)
 avec P-H. CONAC, A. PIQUEMAL, P. FROUTÉ in P. Nobel (dir.),
Law and Economics of Risk in Finance, Schulthess, Zürich 2007, p. 15 - 34.

“Die französischen ‘Zones Franches Urbaines’”
 (Droit public économique)
 In C. Graf, M. Paschke & R. Stober, *Rechtsrahmen der Business Improvement Districts*, Hamburg, Verlag Dr. Kovac, 2007, p. 155-165.

« Les juridictions administratives nationales : l'évolution de leur rôle en matière économique au sein de l'UE »
 (Droit public économique, droit comparé)
 In Y. Chaput et A. Levi (dir.), *Quelles juridictions économiques en Europe ?*, Paris, Litec, 2007, p.445-458.

« Au-delà de Hernando de Soto, du Kiribati et de la Jamaïque: réflexions d'un juriste sur la relation entre le Droit et la croissance économique »
 (analyse des relations entre droit et économie ; droit du développement)
 Publié dans A. Mérieux (dir.), *Rapport moral sur l'argent dans le monde 2006*, Paris, Association d'économie financière, 2007, p. 267-276 ;
 Version remaniée publiée **en espagnol** : “Más allá de Hernando de Soto, Kiribati y Jamaica : Reflexiones de un jurista sobre los informes Doing Business del Banco Mundial y la relación entre el Derecho y el crecimiento

económico”, *Ius Inter Gentes Revista de Derechos Internaciona*l, Año 10 N° 10 Junio 2014, p. 259-265.

« Régulation, service public et démocratie : une décennie de mutations » (Droit public économique)

In M. Lombard (dir.), *Régulation économique et démocratie*, Paris, Dalloz, 2006, p.41 à 49.

“Can We Rank Legal Systems According to Their Economic Efficiency?” (analyse des relations entre droit et économie) Avec Claude Ménard Publié in P. Nobel and M. Gets (dir.), *New Frontiers of Law and Economics*, Saint Gall, Schulthess, 2006, p. 7-24.

« Entre la Jamaïque et le Kiribati : Quelques réflexions sur l’attractivité du Droit français dans la compétition économique internationale », (analyse des relations entre droit et économie)

in *Rapport annuel du Conseil d’État pour 2006*, « Sécurité juridique et complexité du droit », EDCE 57, Paris, La Documentation Français, 2006, p. 377-389

« Conseil d’État et Code civil, deux institutions indissociables ? » (droit administratif comparé)

in *Actes des journées d’étude à l’occasion du Bicentenaire du code civil* (dir. B. du Marais et J-P Leclerc) : Volume II « Le Conseil d’État et le Code civil » (381 p.), Paris, Ed. Journaux Officiels, 2005, p. 348-365.

« Concessions ’à la française’ vs BOT/PFI : one game all – a legal and institutional comparison » (droit public économique)

The American and French legal systems : contrasting approaches to global business, Paris, Lamy, 2005, p. 59-65

« Introduction » (avec H. Maisl)

(droit public de l’Internet et sciences administratives)

Numéro spécial sur L’administration électronique, *Revue française d’administration publique*, n°110, 2004, p. 211-216.

« Le rôle respectif de l’Union européenne, des Etats, des collectivités locales » (droit public économique)

in Actes du Colloque AJE-AFEC : *Europe, service public et concurrence : réflexions et suggestions sur le Livre Vert*, 13 mai 204, in *Les petites affiches*, 30 novembre 2004, p. 237-240

« Vers de nouveaux services publics? Sécurité et nommage sur les réseaux selon le droit public »

(droit public économique, analyse économique du droit du multimédia)

publié **en français et en anglais** dans «*L’Administration électronique au service des citoyens* », (dir. B. du Marais, G. Chatillon), Bruxelles, Bruylant, 2003, p. 281-293.

« Auto régulation, régulation et co-régulation des réseaux »
 (droit public économique, analyse économique du droit du multimédia)
 publié **en français et en anglais** dans « *Droit de l'Internet : approches européennes et internationales* », G. Chatillon (dir.), Bruxelles, Bruylant, 2003.

« Service public et activités spatiales »
 (droit public économique, droit spatial)
 in *L'évolution du droit de l'espace en France*, Paris, Ministère de la Recherche, novembre 2002, p. 106 - 119

« La diffusion des données publiques »
 (droit du multimédia, analyse économique du droit de l'information)
 dans *L'Internet et le droit, Actes du colloque de l'Ecole doctorale de l'Université Paris I, 25 et 26 septembre 2000*, Paris, Légipresse, 2001, p.313-324

« Quelle sécurité juridique pour un développement économique durable ? - Le cas du micro crédit villageois. »
 (droit du développement et gouvernance, analyse économique du droit des sûretés bancaires)
 dans *les Actes de la journée d'études de l'Académie des Sciences Morales et Politiques et de l'Académie des Sciences « Développement rural durable »*, 2 décembre 1999, Paris: Editions Tec et Doc, Paris, juin 2000, p. 199-217.
 Rapportée à la Conférence Tokyo 2000 de l'Inter Academy Panel .

« *Réglementation ou autodiscipline: quelle régulation pour l'internet ?* »,
 (droit public économique , droit du multimédia et gouvernance)
 dans *Les Cahiers Français*, n° 295, La Documentation Française, Paris, mars - avril 2000, p. 65-73

Rapports administratifs

- *L'implantation des organisations internationales sur le territoire français*, sous la direction de J-M Belorgey, B. du Marais et S. Hoynk, Etude du Conseil d'État, Paris, La documentation française, 2009, 174 p.
- *Mieux acheter pour un meilleur service du public : Des marchés publics complexes aux partenariats public-privé* sous la direction de B. du Marais, avec R. Duchêne, J-Y Gacon, P. Cossalter, J-M Glatt, O. Renaudie, Rapport d'E. Besson au Premier ministre, Paris, Secrétariat d'Etat à la prospective et à l'évaluation publique, mai 2008, 102 p.
- « Aspects juridiques de la concurrence fiscale » : contribution à ***La concurrence fiscale et l'entreprise***, 22^{ème} rapport au Président de la République, Conseil des impôts, Paris, Ed. JO, 2004.
- « Les dépenses fiscales au regard des autres instruments de politiques publiques », contribution à *La fiscalité dérogatoire : pour un réexamen des dépenses fiscales*. 21^{ème} rapport au Président de la République, Conseil des impôts, Paris, Ed. JO, 2003.
- "Gestion dynamique de la Fonction Publique: une méthode", Rapport sous la direction de S. Valmont et B. du Marais, Paris, Edition Commissariat Général du Plan, mai 2000.
- "Données publiques et révolution numérique", Rapport sous la direction de D. Mandelkern et B. du Marais Paris, Ed. La Documentation Française, novembre 1999, 123 p.
- "Les garanties et le crédit aux entreprises", Rapport du Conseil National du Crédit, Paris, Ed. Banque de France, 1993, [avec A. Guéroult et H. Lamotte].
- "La fiscalité immobilière" contribution à "La Fiscalité de l'Immobilier Urbain", 12^{ème} Rapport du Conseil National des Impôts, Paris, Ed. JO, 1992.

Collaboration à des publications

Chronique trimestrielle « Secteur public » puis « Mise en concurrence » pour *Concurrences, La revue des droits de la concurrence* depuis 2005 (encadrement des contributeurs du CRDP).

Membre, Editorial Board, *European Public Private Partnership and Procurement Law Review*, Lexxion, (depuis 2018)

Membre du Comité de rédaction de la *Revue Française d'Administration Publique* (depuis 2010)

Membre, Comité d'orientation des *Cahiers de l'évaluation*, Revue trimestrielle publiée par la Direction générale du Trésor et le Centre d'analyse stratégique (2009 - 2015)

Membre du Comité de pilotage du *Rapport moral sur l'argent dans le monde*, ouvrage annuel publié par l'Association pour l'économie financière (depuis 2012- 2018).

Référent anonyme (Anonymous referee), *Journal of Law, Economics and Organization* ; *Journal of comparative economics*

Réviseur anonyme : *Revue Française d'Administration Publique*, *Revue d'économie politique*,

Co-direction des numéros annuels de Droit public économique de *La Gazette du Palais*, septembre 2004 – mai 2011 (avec D Linotte et J-L Pissaloux).

Membre du Comité de Rédaction du « *Bulletin des contrats et marchés publics* » (en 2001).

Membre du Conseil Editorial et Chroniqueur, *La lettre du management public* (1998 – 2002)

Conseiller éditorial pour le droit public économique, chroniques mensuelles dans la revue juridique en ligne : www.droit21.com (1999-2000)

Editoriaux dans le Webzine américain « *The Tocqueville Connection* » (1995-99)

Chronique Expropriation pour la "Revue de droit immobilier", Editions. Dalloz, Paris , 1993-1995.

Articles dans des revues scientifiques

"Ethique et transition numérique: quelques réflexions sur le passé pour le futur/
 Ethics and Digital Transition: Some Thoughts on the Past and for the Future"
 (Droit du numérique, Les interactions entre droit et théorie économique)
 Publié en français et anglais dans *International Transitions*, Vol. 2, Issue.2,
 2024, p. 96-134

« Qualité des études d'impact et travail parlementaire »

(Évaluation, analyse économique du droit, droit constitutionnel)
 Avec B. Monnery, *Revue d'Économie Politique*, 2022/1, Vol. 132, p. 113-147

« Le Conseil de l'État, l'impact de la loi, l'expert et le gilet jaune »,
 (Droit administratif, sciences administratives, droit constitutionnel, évaluation)
Revue française d'administration publique, n°173, 1/2020, p.69-88.

« Qualité des études d'impact et travail parlementaire »

(Evaluation, analyse économique du droit, droit constitutionnel)
ExonomiX Working Paper, 2020-12, mai 2020, Paris Nanterre, 31 p. (accepté
 pour publication à la *Revue d'Économie Politique*)

« Etats-Unis : l'administration publique sous tensions »,
Revue française d'administration publique, n°170, 2/2019, p 313-326,
 (Droit administratif, sciences administratives et droit comparés)
 Introduction du numéro spécial « « États-Unis : l'administration publique en
 crises? ».

« Pourquoi est-il difficile mais crucial de simplifier le droit? De l'expérience
 française du «Choc de simplification» à la violence de la complexité »
 (Droit administratif, sciences administratives, économie du droit)
*LEGES Bulletin de la Société suisse de législation et de la Société suisse
 d'évaluation* 2017/2, p. 235 – 254.

« Simplifier le droit: du mythe de Sisyphe à l'horticulture juridique? »,
 (Droit administratif, sciences administratives, économie du droit)
Revue française d'administration publique, n°157, 1/2016, p. 183 – 204.

« Droit public et régulation économique : dix ans après »
 (Droit public économique)
Economie et Management, n° 159, avril 2016, p. 45-47

“Net neutrality in France: an overview”,
 (Droit public économique, droit de l'Internet)
Publié en anglais et coréen: *Journal of Law and Economic Regulation*, Seoul
 national university, (Vol. 7. No. 5). 2014, p. 129 - 137

Recension de Carine Bouthevillain, Gilles Dufrénot, Philippe Frouté, Laurent
 Paul, *Les politiques budgétaires dans la crise - Comprendre les enjeux actuels
 et les défis futurs*, Bruxelles, De Boeck, Collection : Ouvertures économiques,
 Septembre 2013, 360 pages, avec une Préface de Michel Bouvier

Revue Française de Finances Publiques, N° 126, mai 2014, p. 227s

« Le service public du nommage, consécration et limites »,
(Droit public économique, droit de l'Internet)
Revue française d'administration publique, 2013/2, n° 146, p. 299-312.

« La contribution des grandes religions et éthiques à la résolution de la crise financière »,
(Droit économique comparé)
Revue Banque, n°759, avril 2013, p. 74-75.

« La conformité, accélérateur ou frein de la croissance ? »,
(Droit public économique)
Introduction au dossier « La conformité, accélérateur ou frein de la croissance ? » sous la direction de B. du Marais, *JCP-E, La Semaine Juridique – Entreprise et affaires*, 26 juillet 2012, n°30, p. (Actes du Colloque FIDES-Lyon Place Financière et Tertiaire, 2 décembre 2011, Lyon).

“Training Lawyers for a Globalized World in Economic Crisis”,
(Droit comparé et pédagogie juridique)
Journal of Legal Education, vol. 61, n°3, February 2012, p. 455-467.

« Le Conseil d'État et le partenariat public privé institutionnalisé »,
(Droit public économique)
La Semaine juridique – administrations et collectivités territoriales, 19 décembre 2011, n°51-52, p.31-37

« L'obligation d'étude d'impact, une autre révolution constitutionnelle ? »
(Droit administratif, sciences administratives, droit constitutionnel, évaluation)
Droit administratif, février 2011, Chronique droit administratif et droit public financier n°1.

« Le droit, les agences de notation et la crise du crédit » avec P. Frouté
(Analyse des relations entre droit et économie)
Publié dans le numéro commun « La crise financière : analyses et propositions », Hors-série, *Revue d'économie financière et Risques*, 73-74, 2008.

“Can We Rank Legal Systems According to Their Economic Efficiency?”
(Analyse des relations entre droit et économie) Avec Claude Ménard
Washington University Journal of Law and Policy, St Louis, Miss., Vol. 26, 2008, p.55-80

« Attractivité économique du droit : le droit français peut-il survivre dans la compétition internationale »,
(Analyse comparée des relations entre droit et économie)
Droit et patrimoine, 170, mai 2008, p. 38-45

« Contrat de Partenariat Public Privé et modernisation de l'action publique »,
 (Droit public économique)
Pouvoirs locaux, n°74, 2007

« La genèse des contrats de partenariat du point de vue des innovations apportées par l'ordonnance du 17 juin 2004 »
 (Droit public économique)
Revue juridique du Trésor, Numéro spécial sur les partenariats public privé, mars - avril 2007

« Mesurer le droit ? Ou plutôt l'évaluer ? Quelques réflexions sur les limites méthodologiques des rapports Doing Business »
 (Analyse des relations entre droit et économie)
Rev. Droit des affaires internationales, 5, septembre 2006, p. 675-679
 (<http://www.iblj.com/fr-0-10/nsp-1/4/Actualite.html>)

« Le nouveau statut juridique de la communication électronique en France »
 (Droit public économique, droit de l'Internet)
Annales des télécommunications / Annals of telecommunications, Vol. 61, n°7-8, juillet-août 2006

« Droit : la France est-elle plus attractive que la Jamaïque ? »
 (Analyse comparée des relations entre droit et économie)
Bulletin de la Confédération amicale des ingénieurs de l'armement, 2006

« De Koror à Palikir : à la recherche du paradis du droit des affaires »,
 (Analyse des relations entre droit et économie)
Recueil Dalloz, 16, 2006, p. 110 -1115

*« One size fits all »
 Tribune dans *Actualité juridique-Droit administratif*, 28 juin 2004, p. 1273

*« Régulation de l'Internet : des faux semblants au retour à la réalité »
 (Droit et économie de l'Internet)
Revue française d'administration publique, 109, 2004, p. 83-92

« La fonction publique française : réformable mais pas gérable ? »
 (Droit de la fonction publique et science administrative)
Revue administrative, 338, mars 2004, p. 172-173

« Le service public du nommage »
 (Droit public de l'Internet)
Actualité juridique-Droit administratif, 15 septembre 2003

« Des chemins gaulois vers l'optimum économique : proposition d'un schéma « à la française » de libéralisation des services collectifs »
 (droit public économique)
Politiques et management public, vol. 21, n°2, juin 2003, p. 1-21

« Analyses et propositions pour une régulation de l'Internet »,
(droit public économique, analyse économique du droit du multimédia).
Lex Electronica, Vol. 7, n°2, Printemps 2002, <http://www.lex-electronica.org/>

« *L'Etat à l'épreuve du principe de concurrence : analyse et prospective juridique* »
(droit public économique)
Contribution au Colloque International “*Politiques et management public*”, 4 octobre 2001, Nice, France,
Politiques et management public, vol. 20, n°1, mars 2002, p. 121-141.

« *UMTS: l'idée de régulation est-elle encore soutenable ?* »
(droit public économique, analyse économique du droit des télécommunications)
Les Petites Affiches, 53, 15 mars 2001, p.13-18.

« *Les attraits d'un modèle indéfendable* », (droit public économique),
numéro spécial sur les concessions de service public,
Les Annales des Mines - Réalités industrielles, août 1999.

“*La délégation de service public et le développement - Un regard extérieur sur l'expérience française*” (droit public économique).
Pouvoirs Locaux, n°33/II juin 1997.

« *Les délégations de service public au service du développement: expérience et approche de la Banque mondiale* » (droit public économique)
RFDA, numéro spécial, 1^{er} juin 1997, p. 101-113

Exposés dans des Colloques, journées d'étude, conférences

« Complexité du Droit : une étrange défaite »
 Séminaire du Cercle de la Réforme de l'Etat, « *Simplifier, vous avez dit simplifier ?* » *Comprendre une complexité administrative en croissance, tirer les enseignements des difficultés à simplifier, partager les pistes pour agir* » ; Paris, 11 juin 2024.

“Changing State-Market Relations by Digital Technologies and the Role of French Public Law: the example of Data Privacy”
Center for Law & Public Utilities, School of Law, SNU, 22nd Annual International Conference
 Seoul National University, Séoul, Corée

« Pourquoi n'avons-nous pas su tenir les promesses de l'Internet ? Une vision personnelle »
Conférences Chaire LexUM 2022-2023: Histoire et géopolitique d'internet, Université de Montréal, 8 décembre 2022

« Et si la City ne souffrait pas du Brexit ? Ou le droit comme Appellation d'Origine Contrôlée. »,
Conférence BREXIT Banque & Assurance, Université du Mans, 29 Septembre 2021, Le Mans (Actes en cours de publication)

« L'Europe et les Nouvelles Technologies »,
Clôture du Congrès de L'Association Française d'Études Européennes, Université Sorbonne Paris Nord, 11 juin 2021,Campus Condorcet (Actes En cours de publication).

« L'extraterritorialité du droit, vecteur d'influence stratégique ? »
Conférence Cercle France Amériques et FIDES
 Cercle France Amériques, 14 décembre 2020, Paris

« Transferts des données vers les Etats-Unis: l'Europe se rebiffe : A propos des décisions: Health Data Hub et Schrems II »
Conférence Cercle France Amériques et FIDES
 Cercle France Amériques, 30 novembre 2020, Paris

“Public Property and Economic Efficiency: A French and EU Law paradoxical perspective”,
Property International Seminar, Université de Bergen, 29-31 mai 2019, Norvège (Actes en cours de publication, Edward Elgar publishing co)

« Culture, droit et formation des élites : sommes-nous suffisamment armés pour comprendre et agir dans la mondialisation ? »
Atelier ConventionS, Ministère des Affaires Etrangères et IHEJ, 29 mars 2019, Paris

Audition au Sénat dans le cadre de la Commission spéciale d'examen du projet de loi relatif à la bioéthique,
3 décembre 2019, Paris

« Réarmement moral de la sociale démocratie et droit économique ? »
Journées académiques : Les crises de la démocratie et le rôle du droit économique,
 Max Planck Institute for Innovation & Competition et Association Internationale de Droit Economique (AIDE), 11 Juin 2018, Munich.

« Les règlements des différends relatifs aux contrats de PPP en France »
Colloque international : Le contrat de partenariat public privé. Aspects concrets
 Université Tunis El Manar, 6 avril 2018, Tunis

Quels apports de l'analyse économique à la pratique de la régulation économique ? Avancées, limites et perspectives
Colloque Régulation économique et concurrence : Bilan, enjeux et perspectives
 Laboratoire BETA, Université de Lorraine, 20 octobre 2017, Nancy.

“PPP schemes in France”
International Seminar on PPP Legislation
 China University of Political Sciences and Law, Oct. 11, 2017, Beijing,

Refonder la finance par l'abandon du taux d'intérêt : le principe du partage des profits et des pertes (avec S. Ordody)
Colloque REPENSER L'ECONOMIE A PARTIR DU DON
 Université de Genève, 24 mars 2017

Guerres économiques : les nouvelles armes du droit
Participation à l'émission « Affaires étrangères », Christine Ockrent,
 France culture, 25 mars 2017

« Quand l'excès de loi tue la loi »
 Interview pour Que choisir- UFC, n°555, Février 2017, p.54-57

Audition à l'Assemblée Nationale Audition par M. Christophe Cavard, rapporteur pour avis de la Commission des lois sur le projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire (n° 1536), sur le thème « *ESS et Commande publique* », Palais Bourbon 2 avril 2014, Paris

Audition à l'Assemblée Nationale dans le cadre d'une table ronde organisée par la « *Mission d'information sur la simplification législative* »,
 Mme Laure de La Raudière (présidente), M. Thierry Mandon (Rapporteur)
 Palais Bourbon, 9 janvier 2014, Paris

« Les enjeux juridiques de la régulation dans la réforme ferroviaire »,
 Premier Colloque juridique de l'ARAF (Autorité de Régulation des Activités Ferroviaires), *Quelle régulation pour quel système ferroviaire ?*, Organisé en partenariat avec le Centre de Recherches sur le Droit Public (CRDP) de l'Université de Nanterre,
 Maison de la Chimie, 26 Mars 2014, Paris

Ouverture et Direction scientifique du Colloque
Acteurs publics & privés : objectif compétitivité, dans le cadre de la Rentrée du Barreau de Lyon et de Lyon Place Financière et Tertiaire
 13 décembre 2013, Lyon, Actes publiés sur Lexbase.com

Intervention à la Conférence "PARIS : UNE PLACE DE CHOIX POUR LE REGLEMENT DES LITIGES INTERNATIONAUX", Rentrée du Barreau de Paris 2013 - Paris, Place de Droit
 5 décembre 2013, Maison du Barreau, Paris

« Net neutrality in France : an overview » :
 Intervention à la 10ème conférence annuelle du Center for Law & Public Utilities (CeLPU) de la Séoul National University, sur la "Net neutralité": 8 novembre 2013, Honolulu, Hawaï, USA, publié.

« Pouvoir d'évocation du ministre dans le contrôle des concentrations : limites et étendue en droit interne »
 Intervention dans l'Atelier de la Concurrence : *Le ministre de l'économie, gardien de l'intérêt général dans le contrôle des concentrations : pourquoi ? Comment ?*
 Bercy, 18 octobre 2013, Paris (en cours de publication, Revue *Concurrences*)

Modérateur et discutant,
 au cours du Colloque: *The Professions between Competition and Regulation: Interdisciplinary Perspectives*, EconomiX
 28 septembre 2013, Nanterre,

“Law as a protected designation of origin: The case of Financial Law”: article présenté:
 - au 30th Annual Meeting of the European Association of Law and Economics
 26 Septembre 2013, Varsovie,
 - publié comme IRPA Working Paper – GAL Series No. 2/2013

“La guerre du droit” :
 intervention à la Conférence : *Le droit: une arme de stratégie économique*, organisée par l'Association des élèves et diplômés de l'Institut de Droit des Affaires,
 Université de Paris II Panthéon-Assas, 9 avril 2013, Paris

« Perspectives de l'enrichissement des études d'impact après la publication d'un guide par l'Autorité de la concurrence » :
 intervention dans le cadre du Rendez-vous de l'Autorité de la Concurrence :
Concurrence et choix publics Étude d'impact, avis : la prise en compte de la concurrence dans l'élaboration des textes et la conduite des réformes ;
 Maison de l'Europe, 22 janvier 2013, Paris

Mise en perspective des difficultés dans la mesure du droit du travail

Intervention au Séminaire de la Direction générale du Trésor: *Politiques de l'emploi - Interactions de l'économique et du juridique*

Séance "La pertinence des indicateurs internationaux de protection de l'emploi", Ministère de l'Économie, des Finances et du Commerce extérieur, Centre de conférences Pierre Mendès-France, du 11 janvier 2013, Paris

« La « conformité » (compliance), un nouveau mode d'action publique »

Intervention au Colloque interdisciplinaire Université de Paris Ouest Nanterre La Défense et Université Paris 1 Sorbonne : *Normes et institutions : Nouveaux enjeux, nouveaux regards - Droit public, philosophie et théorie du droit* , Sophiapol, 2 - 3 Avril 2012, Nanterre

Discutant au cours du séminaire du European Doctorate in Law & Economics (EDLE) *The Future of Law and Economics ?*

Université Panthéon-Assas Paris II, 9 mars 2012, Paris

Discutant au cours du séminaire de la Chaire MADP, Sciences Po

Economic analysis of public law and policies

Sciences-Po, 15 décembre 2011, Paris

« Croissance économique et concurrence juridique », intervention à l'Atelier Economie et Droit des Journées d'économie de Lyon, Lyon, 9 novembre 2011

"Wird Fukushima die Regulierung des Stromsektors beeinflussen?" - Fukushima va-t-il influencer la régulation du secteur de l'électricité ? », Deutsch-Französische und Europäische Sommeruniversität für Energie-und Umweltrecht : *Perspektiven der Energieversorgung nach Fukushima: Zukünftige Ausgestaltung der rechtlichen und wirtschaftlichen Rahmenbedingungen in Deutschland und Frankreich*, Birkenfeld, 11 et 12 Septembre 2011,
 présentation disponible: <http://www.irek-ucb.de/aktuelles-veranstaltungen/detailansicht/artikel/deutsch-franzoesische-und-europaeische-sommeruniversitaet-fuer-energie-und-umweltrecht/2011/09/01/>

« Régulation en France, Régulation au niveau européen »

Intervention et modérateur à la conférence de la Fondation Nationale Entreprise et Performance : *La régulation des réseaux industriels : quelles évolutions et perspectives en France et en Europe ?*

Auditorium de l'ENA, 21 octobre 2011, Paris

“Law as a registered designation of origin: The case of Financial Law”
 Intervention au *7th Global Administrative Law Seminar: Private And Public-Private Global Regulation: -Global Administrative Law Dimensions*
 10-11 juin 2011, Viterbo, Italie

« Fondements et limites de l'intervention publique »
 Intervention au Colloque de la Chaire MADP de Sciences Po et du Conseil d'Etat : *L'avenir du modèle français de droit public en Europe* ,
 au Conseil d'État, 11 mars 2011, Paris

« Le Conseil constitutionnel, la régulation et les régulateurs »
 Intervention au Colloque CERCOP/CREAM : *Le droit constitutionnel des affaires*
 Université de Montpellier, 18 février 2011

Discutant de Susan Rose-Ackerman
 au cours du séminaire « Impact assessments » de la Chaire MADP, Sciences Po : *Economic analysis of public law and policies*
 Sciences Po, 24 novembre 2010, Paris

“Training lawyers for a globalized world in economic crisis”
 ABA (American Bar Association) Section of International Law's Fall Meeting,
 Atelier *Educating the Future Transnational Lawyer: European Approaches and Innovations*, Paris, 2 novembre 2010, publié..

« L'expérience française de régulation des PPP dans le contexte de la crise »
 Intervention dans le Colloque scientifique franco-russe 2010 :
Economie, politique et société: nouveaux défis et perspectives : Atelier Le rôle du partenariat public-privé dans le développement de l'infrastructure sociale
 HSE, 28 octobre 2010, Moscou

Modérateur lors du
 Colloque organisé par le CEDIN, FIDES et EconomiX : *La refondation du système monétaire et financier international: évolutions réglementaires et institutionnelles*
 OCDE, 16-17 mars 2010, Paris

« Le rôle de la puissance publique dans la régulation de la crise : quels instruments d'intervention ? », Conseil d'Etat, 19 octobre 2009
 Animation et organisation de la 3^{ème} conférence du cycle 2009 – 2010 de conférences du Conseil d'Etat et du CRDP: *Régulation de crise, régulation en crise ?*

« La régulation des marchés vue à travers une approche respectueuse de la diversité culturelle garante de son efficacité »
 Intervention lors des *Entretiens de Caux 2009*, 17 juillet 2009, Caux, Suisse

« Les enjeux de la privatisation stricto sensu et de la délégation contractuelle du service public »

Conférence du Pôle européen d'administration publique de Strasbourg : Réforme de l'Etat et de l'administration: au-delà du New public Management
Euro-Institut / École Nationale d'Administration, Strasbourg
Conseil de l'Europe, 27 mai 2009, publié.

« Rating the law: Rating agencies in need of reform »

Workshop on Institutional Competition between Common Law and Civil Law in Developing and Transforming Countries, Université catholique de Louvain, 10 mars 2009

« Enjeux et modalités de la concurrence entre les droits »

Conférence donnée à l'IERSE, Paris, 4 février 2009

« Le Conseil d'Etat »

Conférence Regards croisés sur le fonctionnement des Cours suprêmes françaises et américaine, Paris, 1^{er} décembre 2008

« The Effectiveness of Comparative Legal Systems »

Panel Discussion, Summer Program in Comparative Law, Golden Gate University – University of Paris X (Nanterre)
Nanterre, 18 juin 2008

« L'approche européenne et les choix européens : Une décennie de révolutions »

Conférence Services d'intérêt général et marché intérieur : quel avenir ?
Confédération européenne des syndicats, Lisbonne 9, 10 et 11 avril 2008

« Agences de notation extra-financière et financière: essai de comparaison et de prospective »

Panel : Vérification environnementale et rapport, *Colloque de l'Université de Montréal : La responsabilité sociale des entreprises et l'environnement*, Montréal, 27 et 28 octobre 2008

« Globalisation économique, mondialisation du droit et valeurs, ou : lorsque le droit entre dans l'ère de la dérivée seconde »

Séminaire « Responsabilité Sociétale des Entreprises & Régulations: Quel rôle pour les juristes ? », IIES (BIT), Genève, 9 & 10 octobre 2007

« Institutions matter in a juridical point of view »

Intervention lors de la *Conférence donnée en l'honneur de D. North, Prix Nobel d'économie*, Université de Sceaux Paris Sud, 13 juin 2007

« La mesure de l'efficacité économique du droit »

Participation à la table ronde du *Cycle mensuel de rencontres « Droit – Economie »*, Ecole doctorale de Sciences juridiques et politiques, Université de Nanterre, 19 juin 2007

« Régulation : une décennie de révolutions »
Rencontres économiques, « La régulation de l'économie en France et en Europe », IGPDE, Paris, 5 juin 2007

« Evaluer l'effectivité »
 Discutant à la *Journée d'études du CREDOF*, Nanterre, 24 novembre 2006

« The Law and Economics of Self- dealing »
 Discussion de F. Lopez de Silanes,
Séminaire ATOM, Université de Paris 1 Panthéon Sorbonne, 10 octobre 2006

“Can We Rank Legal Systems According to Their Economic Efficiency?”
 Débat avec Philip Wood, *Legal Colloquium, Banque Centrale Européenne*,
 Francfort, 20 septembre 2006.

« Les limites méthodologiques des rapports « Doing Business »
Assemblée générale du CNB, Paris, 15 septembre 2006

Audition devant la Mission de M. le Député Carayon, sur l'intelligence
 économique
 Paris, Janvier 2006

“Les juridictions administratives sont-elles les régulateurs en dernier ressort des
 services collectifs ? Le rôle des juridictions administratives en matière de
 contentieux des services libéralisés à travers l'Europe »
*6èmes Journées d'études du pôle européen Jean Monnet: dynamiques
 d'entreprises et dynamiques institutionnelles sur le marché européen*,
 Faculté de droit – économie et administration de l'Université Paul Verlaine de
 Metz, 29 et 30 novembre 2005

« Un exemple de convergence : l'OHADA »
 Panel de discussion, *4ème Conférence internationale du droit et de l'économie :
 la convergence du droit*, Barreau de Paris, 15-17 novembre 2005.

« Comment découvrir le mouvement perpétuel grâce à un opérateur privé ?
 L'incidence de l'ordonnance du 17 juin 2004 relative aux contrats de partenariat
 sur les activités de recherche », Colloque « *Les contrats d'exploitation des
 droits de brevets d'invention* », Académies des Sciences et des Sciences
 morales et politiques, 10 mars 2005, Paris.

« Des procédures dématérialisées sans cyberjuge: un point de vue français sur
 l'application des TIC à la Justice »
 (droit du multimédia)
4th International Conference on Law via the Internet, Montréal, 2-4 October
 2002 <http://www.lexum.umontreal.ca/conf2002/en/index.html>

“How EU Law is adapting to Public Utilities Deregulation. Globalization in Action”

(droit public économique)

European Forum, European Legal Studies Center, Columbia University Law School, New York, 30 September 2002

**Subventions
et contrats de
recherche**

« La localisation des hedge funds en Europe et son impact sur les politiques réglementaires », co-direction avec Michel Boutilier, avec Michel Aglietta, Gunther Capelle-Blancard, Georges Cavalier, Philippe Frouté, Sandra Rigot, Thomas Straub, Elisabeth Suel, Yamina Tadjeddine.

(Analyse comparative des relations entre droit et économie, régulation des marchés financiers)

Étude réalisée pour l'Autorité des marchés financiers (AMF) approuvée par le Collège le 21 janvier 2009 et consultable sur le site de l'AMF :

http://www.amf-france.org/affiche_plan.asp?IdSec=1&IdRub=185&IdPlan=258&Id_Tab=0

Articles de Presse et Grand public

« Grand témoin : Bertrand du Marais – La qualité du Droit », *Echanges, Revue de l'Association France Qualité*, n°56, 3^{ème} trimestre 2023, p.20-23, <https://www.qualiteperformance.org/revue-echanges-ndeg56>

« Stabilité des relations économiques internationales et confiance juridique vont de pair », *Socle – société, confiance et liberté*, n°21, janvier 2022 ; <https://gensdeconfiance.com>

« La Banque Mondiale a causé des dommages économiques considérables avec ses rapports Doing Business », *ESSEC Alumni*, Lettre de l'Association des Diplômés du Groupe ESSEC, 10 novembre 2021.

« Le Financement 4p pour le jour d'après », *Finance et Gestion*, mai 2021, p. 41-43 (avec S. Ordody)

« Donald Trump face à son avenir judiciaire », interview pour les *Quotidiens Suisse* : *Le Nouvelliste, ArcInfo, La Liberté*, 18 janvier 2021

« Les promesses non tenues des études d'impact des projets de loi », interview pour *Acteurs Publics*, Novembre 2020 - Février 2021, n° 148-149, p. 80-85

« Sortie de crise sanitaire : le marché à découvrir du Financement 4P », *Finance et Gestion*, juin 2020, p. 43 – 45 (avec S. Ordody)

« L'allocation de l'épargne directe vers une finance responsable avec le Financement 4P », *Finance et Gestion*, septembre 2019, p.52 – 53 (avec S. Ordody).

« Fermeture annoncée du site Mon.Service-Public.fr, ou comment la simplification des rapports entre administration et administrés à l'heure du numérique peut s'avérer... complexe », Interview, *Atlantico.fr*, 27 avril 2016

« L'Université, entre rêve et réalité », *Personnel, Revue de l'ANDRH*, n°555, décembre 2014, p. 68-69.

« Guerre du droit : Paris brûle-t-il ? », *Ena hors les murs, La revue des anciens élèves de l'ENA*, n° 445, octobre 2014, p. 16-18

« Le 4P, un produit financier innovant pour favoriser l'investissement » Avec S Ordody, *Le Monde, Page Idées*, 20 juin 2014, p.6

« De l'intérêt d'une finance sans intérêt », Avec S Ordody, P. Dufour et L Dugas, *La Croix, Page Forum*, 14 novembre 2012,

« Manifeste de financiers chrétiens atterrés »
Avec S Ordody, P. Dufour et L Dugas, *La Croix*, Page Forum, 5 décembre 2011, p. 23

« Agence de notation: comment avoir une bonne note? »
Interview par Jean-Sébastien Lefebvre, *Slate.fr*, 11 avril 2011

« Vite, un Grand Emprunt européen ! »,
Blog Les Echos.fr, 19 janvier 2011

« Pour un Law and Economics « à la française »
Ena hors les murs, La revue des anciens élèves de l'ENA, novembre 2010

« Réforme de la justice 4/4 : Les professions judiciaires dans la mondialisation »
Participation à l'Emission d'Antoine Garapon, *Le Bien commun*, France-Culture, 20 avril 2010

« BOT vs Concession: les enseignements d'un match nul ? »
Ena hors les murs, La revue des anciens élèves de l'ENA, n°395, Octobre 2009, p. 8 -10

Conclusions devant le Conseil d'État publiées

"Le certificat d'urbanisme peut - il être refusé au motif que les accès au terrain sont dangereux?" (droit de l'environnement).

Bulletin Juridique du Droit de l'Urbanisme, 3 janvier 1994, n° 1, p. 39 - 41.

"Comment apprécier l'atteinte au site et à l'environnement dans le cas de construction d'une porcherie? " (droit de l'environnement).

Bulletin Juridique du Droit de l'Urbanisme, n° 1, 31 janvier 1994, p. 60 et 61.

"Contravention de grande voirie - Application des dispositions de l'article 1er de la loi du 31 décembre 1991 à Voies Navigables de France et au Port Autonome de Paris." (gouvernance).

Cahiers Juridiques de l'Electricité et du Gaz, 30 mars 1994, p. 129 - 138.

"Promotions publicitaires des collectivités locales et contentieux électoral." (gouvernance).

Les Petites Affiches- La Loi, 16 mars 1994, n° 32, p. 10 - 14.

"Les conditions d'inscription au tableau de l'Ordre des experts - comptables de bureaux secondaires" (droit public économique).

Les Petites Affiches- La Loi, 11 juillet 1994, n° 82, p. 16 - 18.

"Le fondement légal des taxes locales appelées "droit de voirie." (droit public économique).

Les Petites Affiches- La Loi, 30 septembre 1994, n° 117, p. 4 - 7.

"L'articulation de la consultation de la Commission des Communautés Européennes et des procédures internes d'élaboration des décrets." (gouvernance).

Revue Française de Droit Administratif, 20 octobre 1994, p. 1004 - 1018 et Droit Fiscal.

"Un animal juridique: le gibier d'élevage" (Droit de l'environnement).

Revue de droit rural, 28 février 1995, n° 230, p. 95 - 97.

"La notion de tiers ayant droit à communication d'un document nominatif" (procédure administrative et gouvernance).

Revue Française de Droit Administratif, juillet-août 1995, p. 740 - 747.

"Compétence et procédure quant à la contestation des décisions accessoires de la reconduite à la frontière" (procédure administrative et gouvernance).

Les Petites Affiches- La Loi, 9 août 1995, n° 95, p. 11 - 16.

"Le contrôle de cassation en matière de garantie décennale "(procédure administrative et droit public économique).

Revue Française de Droit Administratif, juillet-août 1995, p. 671 - 674.

"Le contrôle de cassation et l'erreur manifeste d'appréciation "(procédure administrative et droit public économique).

Revue Française de Droit Administratif, juillet-août 1995, p. 679 - 698.

"L'extension "limitée" de l'urbanisation dans les "espaces proches du rivage." (droit de l'environnement).

Actualité Juridique du Droit Administratif - AJDA, 20 juin 1995, p. 468 - 474.

"Quelles sont les obligations en matière d'information des populations sur les risques engendrés par les installations classées?" (droit de l'environnement).

Bulletin du Droit de l'Environnement Industriel, n°3/95, p.21-25.

"A partir de quelle date le contentieux des carrières rejoint-il le droit commun des installations classées?" (droit de l'environnement).

Bulletin du Droit de l'Environnement Industriel, n°4/95, p.15-16.

"La sanction politique des irrégularités financières: la démission d'office pour gestion de fait" (gouvernance).

Recueil DALLOZ - SIREY, n°39, 9 novembre 1995, p. 557 - 560.

"La gestion de fait devant le Conseil d'Etat, juge de cassation: l'affaire NUCCI" (droit financier public et gouvernance).

Revue Française de Finances Publiques, 1995, n°52, p.207-240.

"Le non-lieu à statuer en matière électorale" (procédure administrative et gouvernance).

Revue Française de Droit Administratif, mars-avril 1996, p. 280-287.